



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques techniques  
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE  
Téléphone : 04 88 17 88 84  
Télécopie : 04 88 17 88 99  
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

du **20 JUIL 2016**

**mettant en demeure la Société CONTINENTAL  
FOODS PRODUCTION FRANCE SAS  
pour l'exploitation de son établissement situé sur le  
territoire de la commune de LE PONTET**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et notamment son article L.171-8,
- VU** le décret du 11 février 2015, publié au Journal Officiel de la République Française le 13 février 2015, portant nomination de Monsieur Bernard GONZALEZ, en qualité de Préfet de Vaucluse,
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté préfectoral n°1435 du 22 juin 2000, autorisant la société CAMPBELL'S à poursuivre l'exploitation d'une usine spécialisée dans la fabrication de produits agroalimentaires sur le territoire de la commune de LE PONTET,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011251-0011 du 08 septembre 2011, à l'arrêté préfectoral du 22 juin 2000,

- VU** l'arrêté préfectoral du 13 mai 2016, donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant délivré le 21 mars 2014 par monsieur le préfet de Vaucluse, suite au courrier de la société CONTINENTAL FOODS FRANCE SAS du 24 février 2014, indiquant être le nouvel exploitant du site implanté 1420, route de Carpentras au Pontet, précédemment exploitant par la société CAMPBELL France SAS,
- VU** le récépissé de changement d'exploitant délivré le 16 juin 2015 par monsieur le préfet de Vaucluse, suite au courrier de la société CONTINENTAL FOODS PRODUCTION FRANCE SAS du 28 mai 2015, indiquant être le nouvel exploitant du site implanté 1420 route de Carpentras au Pontet, précédemment exploitant par la société CONTINENTAL FOODS FRANCE SAS,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juillet 2016 proposant à Monsieur le préfet de Vaucluse de mettre en demeure la société CONTINENTAL FOODS PRODUCTION FRANCE SAS, et transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 juillet 2016, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que les cuves d'acide nitrique et soude (concentrés), utilisés pour les NEP, sont associées à une même rétention, sous-dimensionnée,

**CONSIDÉRANT** que les concentrés d'acide nitrique et de soude sont des produits incompatibles, ne devant pas être stockés sur une rétention commune,

**CONSIDÉRANT** de ce fait que les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ne sont pas respectées ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CONTINENTAL FOODS PRODUCTION FRANCE SAS de respecter les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**SUR** proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

## **ARRETE**

### **Article 1**

La société CONTINENTAL FOODS PRODUCTION FRANCE SAS située 1420, route de Carpentras au Pontet, est mise en demeure, pour son site du PONTET, de respecter dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, pour ce qui concerne les stockages d'acide nitrique et soude concentrés, utilisés pour les NEP.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite, dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagée, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3**

Recours peut être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

### **Article 4**

Le Secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Le Pontet, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le **20 JUL 2016**

Pour le préfet,

Pour le préfet,  
le sous-préfet chargé de mission,

Charbel ABOUD

## ANNEXE

### **Article L514-6** (Modifié par [LOI n°2015-992 du 17 août 2015 - art. 143](#))

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Par exception, la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent être déférées à la juridiction administrative.

I bis.-Les décisions concernant les installations de production d'énergie d'origine renouvelable peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de quatre mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre mois à compter de la publication desdits actes.

II.-supprimé

III.-Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

### **Article R514-3-1** (Créé par [Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2](#))

Sans préjudice de l'application des [articles L. 515-27](#) et [L. 553-4](#), les décisions mentionnées au I de [l'article L. 514-6](#) et aux [articles L. 211-6](#), [L. 214-10](#) et [L. 216-2](#) peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux [articles L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.